



**Chambre Contentieuse**

**Décision 25/2026 du 5 février 2026**

**Numéro de dossier : DOS-2025-01830**

**Objet : Plainte relative à la consultation et l'utilisation de l'adresse d'une personne physique dans une base de données étatique**

La Chambre Contentieuse de l'Autorité de protection des données;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (Règlement général sur la protection des données), ci-après "RGPD" ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, ci-après "LCA" ;

Vu le règlement d'ordre intérieur de l'Autorité de protection des données, tel qu'approuvé par le Comité de direction le 25 avril 2024 et publié au *Moniteur belge* le 31 mai 2024 ;

Vu les pièces du dossier ;

**A pris la décision suivante concernant :**

**La plaignante :** X, ci-après "la plaignante"

**La défenderesse :** SPF Finances, situé Boulevard du Roi Albert II 33 à 1030 Bruxelles, ci-après "la défenderesse"

## I. Faits et procédure

1. L'objet de la plainte concerne la consultation et l'utilisation de l'adresse d'une personne physique dans une base de données étatique dans le but de se rendre chez elle.
2. Le 27 avril 2025, Mme Z une employée du SPF Finances, se présente devant le domicile de la plaignante.
3. Le 28 avril 2025, la plaignante dépose une plainte auprès de la défenderesse.
4. Le 5 mai 2025, la défenderesse informe la plaignante qu'une enquête interne a été ouverte et lui demande de convenir d'un entretien téléphonique. Le même jour, la plaignante accepte un entretien téléphonique.
5. Le 5 mai 2025, la plaignante a introduit une plainte auprès de l'Autorité de protection des données (ci-après « l'APD »). Aux termes de sa plainte, la plaignante s'inquiète de la consultation de son adresse par Mme Z. En effet, celle-ci aurait utilisé ses accès afin de consulter l'adresse de la plaignante et se serait rendue à son domicile.
6. Le 12 mai 2025, la plainte a été déclarée recevable par le Service de Première Ligne (ci-après « SPL ») sur la base des articles 58 et 60 de LCA et la plainte a été transmise à la Chambre Contentieuse en vertu de l'article 92, 1<sup>o</sup> de la LCA<sup>1</sup>.
7. Le 17 juin 2025, la Chambre Contentieuse a sollicité des informations complémentaires auprès des parties, conformément à l'article 94 §1, 1<sup>o</sup>, de la LCA, afin de mieux cerner l'ampleur du litige. Les parties sont également informées qu'elles disposent d'un délai de 14 jours pour soumettre ses observations.
8. Le 1er juillet 2025, la défenderesse soumet ses observations à la Chambre Contentieuse dans le délai imparti. Elle explique avoir pris des mesures techniques et organisationnelles en vérifiant les logs d'accès de l'agent, en menant une enquête et en auditionnant l'agent à qui les règles de protection des données ont été rappelées. Son enquête interne met en lumière que Mme Z a accédé aux données de la plaignante en dehors de toute mission de contrôle ou de gestion qui lui aurait été confiée et qu'elle s'est rendue sur le domicile de la plaignante dans un contexte familial difficile entre les parties. La défenderesse explique qu'il existe des divergences notables entre leurs déclarations respectives.

---

<sup>1</sup> Les plaintes déclarées recevables sont transmises par le Service de Première Ligne à la Chambre Contentieuse pour traitement, conformément à l'article 92, 1<sup>o</sup> de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données, modifiée par la loi du 25 décembre 2023 (ci-après « la Nouvelle LCA »). L'APD rappelle que la Loi du 25 décembre 2023 modifiant la Loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données (ci-après « la LCA »), ainsi que le nouveau règlement d'ordre intérieur sont entrées en vigueur le 1er juin 2024. Les nouvelles dispositions s'appliquent aux plaintes, dossiers de médiation, requêtes, inspections et procédures devant la Chambre Contentieuse initiés à partir de cette date. Vous pouvez consulter la nouvelle LCA en suivant ce lien : [https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi\\_wet/article.pl?language=fr&dt=WET&nl=n&text1=gegevensbeschermingsautoriteit&choix1=en&trier=afkondiging&lg\\_txt=f&type=&sort=&numac\\_search=2017031916&cn\\_search=&caller=list&&view\\_numac=2017031916n](https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_wet/article.pl?language=fr&dt=WET&nl=n&text1=gegevensbeschermingsautoriteit&choix1=en&trier=afkondiging&lg_txt=f&type=&sort=&numac_search=2017031916&cn_search=&caller=list&&view_numac=2017031916n) et le règlement d'ordre intérieur en suivant ce lien : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/reglement-d-ordre-interieur-de-l-autorite-de-protection-des-donnees.pdf>. En revanche, les affaires initiées avant le 1er juin 2024 demeurent soumises aux dispositions de la LCA non-modifiée par la Loi du 25 décembre 2023 et du règlement d'ordre intérieur tels qu'ils existaient avant cette date

9. Le 28 juillet 2025, conformément à l'article 95, § 2 de la LCA, la Chambre Contentieuse informe les parties du fait que le présent dossier est pendant, du contenu de la plainte et de la possibilité de consulter et de copier le dossier auprès du greffe de la Chambre Contentieuse. Les parties sont invitées à transmettre leurs éventuelles remarques à cet égard à la Chambre Contentieuse, au plus tard le 12 août 2025.
10. En date du 1er août 2025, la défenderesse informe la Chambre Contentieuse qu'elle n'a pas de remarques additionnelles.

## II. Motivation

11. Le responsable du traitement est la personne, physique ou morale, qui détermine les finalités et moyens du traitement<sup>2</sup>. En règle générale, l'employeur est responsable du traitement qu'effectuent ses employés. Cependant, lorsqu'un employé outrepassé les compétences qui lui sont octroyées par son employeur, il devient responsable du traitement<sup>3</sup>. Cela n'empêche pas que l'employeur reste responsable de mettre en place des mesures techniques et organisationnelles permettant d'empêcher que les traitements de données illicites.
12. En l'espèce, il n'est pas contesté que Mme Z ait agi en dehors de ses attributions en consultant l'adresse de la plaignante et se rendant à son domicile. Mme Z est donc responsable du traitement en ce qui concerne cette consultation et cet usage des données.
13. Néanmoins, la défenderesse reste responsable du traitement en ce qui concerne l'accès à la base de données par ses employés et doit, dès lors, mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le respect des principes prévus par le RGPD. Le choix de ces mesures doit tenir compte « de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques »<sup>4</sup>.
14. La défenderesse mentionne avoir mis en place des mesures techniques et organisationnelles. Elle se prévaut d'avoir vérifié les logs d'accès de Mme Z, d'avoir mené une enquête et d'avoir auditionné et rappelé les règles à Mme Z.
15. En l'absence d'échange approfondi sur ces mesures et dans le cadre d'une décision *prima facie*, la Chambre Contentieuse ne peut pas déterminer si ces mesures, en l'espèce, sont appropriées au sens du RGPD en ce qui concerne les accès au Registre national. Elle constate simplement que, dans le cas d'espèce, ces mesures n'ont pas permis d'empêcher une consultation et un usage illicite des données.

---

<sup>2</sup> Article 4.7. du RGPD

<sup>3</sup> §27-32 de la décision 64/2025 de la Chambre Contentieuse

<sup>4</sup> Article 24.1 du RGPD

16. Conformément à l'article 95, § 1er, 4° de la LCA et à l'article 58.2.a) du RGPD, la Chambre Contentieuse a le pouvoir d'avertir un responsable du traitement ou un sous-traitant du fait que les opérations de traitement envisagées sont susceptibles de violer les dispositions du RGPD.
17. La Chambre Contentieuse considère, sur la base des faits susmentionnés, qu'il y a lieu de retenir que la défenderesse est susceptible de violer l'article 5.1.f) du RGPD, car elle n'est pas en mesure d'empêcher une consultation et un usage illicite de données à caractère personnel par un employé, ce qui pourrait signifier, *prima facie*, que la défenderesse ne garantirait pas une sécurité appropriée des données. Cela justifie, en l'espèce, l'adoption d'un avertissement afin que le défendeur veille, à l'avenir, à vérifier avoir mis en place des mesures appropriées permettant le respect de l'article 5.1.f).
18. La présente décision d'avertissement a pour objet de rappeler à la défenderesse, présumée responsable du traitement, quant à son obligation de respecter les dispositions précitées du RGPD, afin de lui permettre de se conformer, à l'avenir, à ces dispositions dans le cadre des opérations de traitement en cause dans la présente affaire.
19. La présente décision est une décision *prima facie* prise par la Chambre Contentieuse conformément à l'article 95 de la LCA sur la base de la plainte introduite par la plaignante, dans le cadre de la '*procédure préalable à la décision de fond*'<sup>5</sup> et non une décision sur le fond de la Chambre Contentieuse au sens de l'article 100 de la LCA.
20. Si la défenderesse n'est pas d'accord avec le contenu de la présente décision *prima facie* et estime pouvoir fournir des arguments factuels et/ou juridiques qui pourraient conduire à une nouvelle décision, elle peut demander un réexamen à la Chambre Contentieuse selon la procédure établie par l'article 98 *juncto* l'article 99 de la LCA, connue sous le nom de "procédure quant au fond" ou "traitement de l'affaire sur le fond". Cette demande doit être envoyée à l'adresse e-mail [litigationchamber@apd-gba.be](mailto:litigationchamber@apd-gba.be) dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la présente décision *prima facie*. Le cas échéant, l'exécution de la présente décision est suspendue pendant la période susmentionnée.
21. En cas de poursuite du traitement de l'affaire sur le fond, en vertu de l'article 98, 2° et 3° *juncto* l'article 99 de la LCA, la Chambre Contentieuse invitera les parties à introduire leurs conclusions et à joindre au dossier toutes les pièces qu'elles jugent utiles. Le cas échéant, la présente décision est définitivement suspendue.
22. Dans un souci d'exhaustivité, la Chambre Contentieuse souligne enfin qu'un traitement de l'affaire sur le fond peut conduire à l'imposition des mesures mentionnées à l'article 100 de la LCA<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Section 3, Sous-section 2 de la LCA (articles 94 à 97 inclus).

<sup>6</sup> "Art. 100. §1. La Chambre contentieuse a le pouvoir de :

### III. Publication de la décision

23. Vu l'importance de la transparence concernant le processus décisionnel de la Chambre Contentieuse, la présente décision est publiée sur le site Internet de l'Autorité de protection des données. Toutefois, il n'est pas nécessaire à cette fin que les données d'identification des parties soient directement communiquées.

#### **PAR CES MOTIFS,**

la Chambre Contentieuse de l'Autorité de protection des données décide, sous réserve de l'introduction d'une demande par la défenderesse d'un traitement sur le fond, conformément aux articles 98 e.s. de la LCA :

- en vertu de **l'article 58.2.a), du RGPD** et de **l'article 95, §1er, 4°, de la LCA**, de prononcer à l'encontre de la défenderesse un avertissement afin que cette dernière veille, à l'avenir, au respect de l'article 5.1.f du RGPD, en ce sens que elle n'est pas en mesure d'empêcher une consultation et un usage illicite de données à caractère personnel par un employé, ce qui pourrait signifier, *prima facie*, que la défenderesse ne garantirait pas une sécurité appropriée des données

La Chambre Contentieuse rappelle que si la défenderesse n'est pas d'accord avec le contenu de la présente décision *prima facie* et estime qu'elle peut faire valoir des arguments factuels et/ou juridiques qui pourraient conduire à une autre décision, elle peut, d'une part, adresser à la Chambre Contentieuse une demande de traitement sur le fond de l'affaire via l'adresse e-mail [litigationchamber@apd-gba.be](mailto:litigationchamber@apd-gba.be), et ce dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la présente décision. Le cas échéant, l'exécution de la présente décision est suspendue pendant la période susmentionnée.

D'autre part, la défenderesse peut introduire un recours contre cette décision conformément à l'article 108, § 1<sup>er</sup> de la LCA, dans un délai de 30 jours à compter de sa notification, auprès de la Cour

- 
- 1° classer la plainte sans suite ;
  - 2° ordonner le non-lieu ;
  - 3° prononcer la suspension du prononcé ;
  - 4° proposer une transaction ;
  - 5° formuler des avertissements et des réprimandes ;
  - 6° ordonner de se conformer aux demandes de la personne concernée d'exercer ses droits ;
  - 7° ordonner que l'intéressé soit informé du problème de sécurité ;
  - 8° ordonner le gel, la limitation ou l'interdiction temporaire ou définitive du traitement ;
  - 9° ordonner une mise en conformité du traitement ;
  - 10° ordonner la rectification, la restriction ou l'effacement des données et la notification de celles-ci aux récipiendaires des données ;
  - 11° ordonner le retrait de l'agrément des organismes de certification ;
  - 12° donner des astreintes ;
  - 13° donner des amendes administratives ;
  - 14° ordonner la suspension des flux transfrontières de données vers un autre État ou un organisme international ;
  - 15° transmettre le dossier au parquet du Procureur du Roi de Bruxelles, qui l'informe des suites données au dossier ;
  - 16° décider au cas par cas de publier ses décisions sur le site internet de l'Autorité de protection des données."

des marchés (cour d'appel de Bruxelles), avec l'Autorité de protection des données comme partie défenderesse. Un tel recours peut être introduit au moyen d'une requête contradictoire qui doit contenir les mentions énumérées à l'article 1034*ter* du *Code judiciaire*<sup>7</sup>. La requête contradictoire doit être déposée au greffe de la Cour des marchés conformément à l'article 1034*quinquies* du *Code judiciaire*<sup>8</sup>, ou via le système informatique e-Deposit de la Justice (art. 32*ter* du *Code judiciaire*).

(Sé). Hielke HIJMANS

Directeur de la Chambre Contentieuse

---

<sup>7</sup> "La requête contient à peine de nullité :

- 1° l'indication des jour, mois et an ;
- 2° les nom, prénom, domicile du requérant, ainsi que, le cas échéant, ses qualités et son numéro de registre national ou numéro d'entreprise ;
- 3° les nom, prénom, domicile et, le cas échéant, la qualité de la personne à convoquer ;
- 4° l'objet et l'exposé sommaire des moyens de la demande ;
- 5° l'indication du juge qui est saisi de la demande ;
- 6° la signature du requérant ou de son avocat."

<sup>8</sup> "La requête, accompagnée de son annexe, est envoyée, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause, par lettre recommandée au greffier de la juridiction ou déposée au greffe."